



La Haute-École Lucia De Brouckère est située sur le campus du Ceria, à Anderlecht.

Le ton monte au sujet de la Haute-École Lucia De Brouckère

Bruxelles Le député Van Goidsenhoven (MR) accuse la ministre Laanan (PS) d'être sous le joug du syndicat socialiste CGSP.

Le climat est plus délétère que jamais au sein de la Haute-École Lucia De Brouckère, implantée sur le campus du Ceria à Anderlecht. Pour rappel, l'ancien collège de direction, en place depuis 2016, a été écarté en décembre 2017 pour des faits supposés de harcèlement. Mais depuis lors, la situation au sein de la direction est des plus confuses.

Selon Fadila Laanan (PS), ministre de l'Enseignement au sein de la Cocof, qui constitue le pouvoir organisateur de l'école, cette décision était justifiée par le fait que plusieurs membres du personnel se plaignaient de harcèlement. *"Les faits évoqués font état de harcèlement moral et même, selon Arista, (le Service externe de prévention et protection au travail, Ndlr), de violences organisationnelles avec des manquements répétés de la hiérarchie générant des dommages psychiques durables pour les plaignants et même des risques de suicide. L'inspection du travail nous a donc ordonné de procéder à l'écartement des membres du collège de direction, ce que nous avons fait en décembre 2017"*, explique Fadila Laanan, qui a répondu au député Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) lors d'une séance plénière qui s'est tenue vendredi dernier.

Mais le 24 mai dernier, le tribunal du travail de Bruxelles, estimant cette décision d'écartement "disproportionnée", rendait une ordonnance an-

nulant la décision du 8 décembre portant injonction d'écarter le collège de direction.

Opposés au retour du collège

Dans le document, il apparaît que *"les responsabilités ne sont pas clairement établies, alors que le collège de direction avait hérité d'une situation déjà problématique en matière de bien-être et devait composer avec un cadre de fonctionnement peu clair et des moyens financiers limités mis à sa disposition. De plus, cette mesure d'écartement tombe abruptement début décembre, alors qu'en octobre, des mesures associant les différents acteurs avaient été convenues et étaient en cours d'élaboration, compte tenu des contraintes de gestion imposées au collège de direction."*

Suite à cette décision qui, concrètement, prévoyait le retour du collège de directeurs écartés, la CGSP - syndicat socialiste - prévoit que *"si un des membres du collège de direction devait apparaître sur le campus du Ceria, nous nous mettrons en grève dès le lendemain sans autre forme d'avertissement."* Dans le courrier, que nous avons pu consulter, les syndicats affirment: *"Les affiliés constatent que la Haute-École était en pleine reconstruction et que l'organisation de l'établissement était beaucoup mieux gérée depuis la mise en place du comité de direction faisant fonction qui avait redonné confiance à l'équipe pédagogique et instauré une communication efficace."*

Selon nos informations, il apparaît en fait que le collège écarté en décembre avait pris des mesures de réorganisation visant à réformer l'établissement qui allaient à l'encontre des habitudes des professeurs, comme par exemple des changements d'horaires qui ne les arrangeaient pas. *"Selon les directeurs écartés, il s'agissait simplement de réorganiser l'école en supprimant les privilèges de certains et en rationalisant la répartition des locaux, l'attribution des horaires, ce qui n'était pas du goût des enseignants dont plusieurs sont syndiqués auprès de la CGSP"*, estime Gaëtan Van Goidsenhoven.

"Pression syndicale"

Selon le député libéral, la ministre Laanan est sous le joug syndical dans ce dossier. *"Il semblerait que la ministre n'ose pas aller à l'encontre de la CGSP et protégerait ainsi l'intérêt de certains affiliés. Alors que la ministre avait annoncé vouloir remettre de l'ordre au sein de la Haute-*

L'ancien collège de direction, en place depuis 2016, a été écarté en décembre 2017 pour des faits supposés de harcèlement.

École, il semble que la pression syndicale ait été trop forte. La crainte de déplaire à la CGSP et à son électrorat socialiste a vraisemblablement eu raison du projet de restructuration et de réorganisation de l'établissement", poursuit Gaëtan Van Goidsenhoven. *"Le syndicat entraverait donc le travail de réformation de l'école, au mépris de l'intérêt général et de celui des étudiants en premier lieu. C'est une forme de capitulation de la ministre devant le syndicat socialiste."*

A. F.



La Libre Belgique Bruxelles 20/11/2018, pages 12 & 13

Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de La Libre Belgique Bruxelles

